

WEBINAIRE

L'ÉTAT CIVIL

5 JUILLET 2023
14H - 16H (CET)

Évènement bilingue (français / anglais) avec interprétation simultanée

Inscription obligatoire
<https://cutt.ly/yM1zaQA>



Il s'agit du quatorzième webinaire d'une série prévue tout au long de 2023 pour célébrer le 150^{ème} anniversaire de l'Association de droit international (ADI).

Ce webinaire discutera du Livre Blanc consacré à l'état civil. Les nécessités d'adaptations de l'organisation de l'état civil et l'état civil au service de l'autodétermination de la personne seront au cœur de des discussions.

Le Livre Blanc est disponible ici : <https://www.ilaparis2023.org/livres-blancs/letat-civil/>

Présidence : **Katharina Boele-Woelki**, Professeure, Université Bucerius, Hambourg, Allemagne

Introduction : **Fabienne Jault-Seseke**, Professeure, Université Paris Saclay

Oratrices et orateurs

Grace Agcaoili, Experte en Protection de l'enfant, Équipe de protection de l'enfance au siège de l'UNICEF

Zenobia du Toit, Directrice, Miller du Toit Cloete Inc, Cape Town, Afrique du Sud

Michel Montini, Avocat, Secrétaire de la Section Suisse de la Commission Internationale de l'Etat Civil

Yuko Nishitani, Professeure, Université de Kyoto, Japon

Capucine Page, Collaboratrice juridique, Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé

Lori Roussey, Responsable de la protection des données, OXFAM International

Chair

Katharina Boele-Woelki a été professeure de droit international privé, de droit comparé et de droit de la famille à l'Université d'Utrecht de 1995 à 2015. En 2001, elle a fondé la Commission on European Family Law (CEFL) et en 2007 le Utrecht Center for European Research into Family Law (UCERF). Elle est présidente de l'Académie internationale de droit comparé depuis 2014 et présidente de la Bucerius Law School depuis 2015. Boele-Woelki est coéditrice de diverses revues néerlandaises, sud-africaines et européennes et est l'une des éditrices de la European Family Law Series depuis 2003.



Katharina est membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye, du Conseil consultatif international de la Fondation Alexander von Humboldt et de l'Académie des sciences de Hambourg. Elle a reçu des doctorats honorifiques de l'Université d'Uppsala, de l'Université de Lausanne, de l'Université d'Anvers et de l'Université de Pretoria, ainsi que le Anneliese Maier Research Award de la Fondation Alexander von Humboldt.

Introduction



Fabienne Jault-Seseke est professeure de droit à l'Université Paris Saclay (Versailles Saint-Quentin). Depuis 2021, elle est membre senior de l'Institut universitaire de France. Ses recherches portent sur le droit international privé et le droit des migrations. Elle est l'auteure de nombreuses publications dans ces domaines. Elle a coordonné deux études pour le Parlement européen liées au droit international privé et à la migration des enfants : « Children On the Move: A Private International Law Perspective » (2017). Elle est membre du GEDIP (Groupe européen de droit international privé) où elle coordonne le projet de codification. Fabienne Jault-Seseke est également vice-présidente de la branche française de l'ADI.

Oratrices et orateurs



Grace Agcaoili a rejoint l'équipe de protection de l'enfance au siège de l'UNICEF le 6 février 2023 en tant que spécialiste de la protection de l'enfance, Justice pour enfants. Elle est chargée de diriger le travail de justice pour enfants et d'accès à la justice dans le domaine de la protection de l'enfance afin de faire progresser le programme « Repenser la justice pour les enfants » de l'UNICEF.

Avant cela, Grace a travaillé comme cheffe de la protection de l'enfance et responsable des programmes de consolidation de la paix et de développement multisectoriel au niveau local à l'UNICEF en Colombie, elle a également été spécialiste régionale de la protection de l'enfance (droits de l'enfant, justice et ASEAN) au bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, et chef de la politique sociale à l'UNICEF Philippines. Elle a rejoint l'UNICEF Philippines en 2000 en tant que responsable de la protection de l'enfance et a ensuite travaillé sur la gouvernance locale, le genre, les situations d'urgence, la protection sociale et en tant que coordinatrice régionale.

En dehors du travail, Grace aime chanter au karaoké seule, se promener dans les parcs et voyager avec sa famille.

Grace est titulaire d'un doctorat en droits de l'homme et de la paix de l'Université Mahidol (Thaïlande), d'un doctorat en droit de la Faculté de droit Ateneo de Manille (Philippines), d'une maîtrise en coopération internationale pour le développement de l'Université Complutense de Madrid (Espagne) et d'une licence en gestion juridique et en études hispaniques AB de l'Université Ateneo de Manille (Philippines).

Zenobia du Toit est directrice chez Miller du Toit Cloete Inc, un cabinet sudafricain situé au Cap et spécialisé dans tous les aspects du droit de la famille, des questions de droit constitutionnel connexes, du droit comparé, des affaires internationales, des conventions de La Haye, des différends financiers complexes, des fiducies, des ADR, des PNA, des intérêts des enfants, des questions LGBTQI et de l'ART. Miller du Toit Cloete Inc organise chaque année une conférence interdisciplinaire internationale sur le droit de la famille avec l'University of the Western Cap.

Zenobia a rédigé de nombreux articles, participé à des panels et à des forums d'experts, commenté des projets de loi et présenté des documents de discussion. Elle est coéditrice de « Family Law in South Africa » (2021) et a écrit un chapitre dans « The Family Asset Comparative Law Book » (2023).

Zenobia siège dans divers comités tels que le Comité du droit de la famille IBA, en tant que Gouverneur de l'IAFL et au sein du Comité du droit de la famille LSSA.



Michel Montini est né en 1969. Michel Montini est avocat à Neuchâtel, Suisse (Etude de Messieurs Michel Montini, Marino Montini et Franck Flury; www.montini.ch) et adjoint scientifique à l'Office fédéral de la justice, à Berne, Suisse (www.bj.admin.ch). Monsieur Montini est également Secrétaire de la Section Suisse de la Commission Internationale de l'Etat Civil, qui a son siège à Strasbourg, France (www.ciecl.org) et membre de la Délégation suisse auprès de la Table-Ronde pour les questions LGBTI du Conseil de l'Europe (www.coe.int/sogi).

Monsieur Montini est maître de conférence à la Chaire de droit civil de l'Université de Fribourg, Suisse (www.unifr.ch) et professeur à la Haute Ecole Arc de Neuchâtel, Suisse (www.he-arc.ch).

Yuko Nishitani est professeure de droit international privé à l'Université de Kyoto. Après ses études au Japon, elle a obtenu un doctorat de l'Université de Heidelberg. Elle a fait des recherches à New York, Paris, Hambourg, Cologne, Milan, Florence et La Haye. Elle a été professeure invitée aux États-Unis, en Belgique, en Italie, en Suisse, en Israël et à Taïwan. Elle a également été directrice d'études et conférencière à l'Académie de droit international de La Haye et fait partie de son Curatorium depuis 2017. Elle a siégé à plusieurs commissions législatives et a représenté le gouvernement japonais à la Conférence de La Haye de droit international privé.



Capucine Page est une juriste française qui travaille en tant que collaboratrice juridique au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH) depuis 2018. Elle travaille principalement sur le Projet Filiation / Gestation pour autrui de la HCCH ainsi que sur la Convention de la HCCH du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit international des enfants de l'Université de Leyde (Pays-Bas).



Lori Roussey est spécialiste en droit de la protection des données et en régulation des activités de renseignement. Elle se concentre actuellement sur le contentieux des partenariats public-privé ainsi que sur la réglementation des nouvelles technologies. Ses travaux font le pont entre contentieux stratégique, conformité, politiques de régulation et ses recherches universitaires.

Lori est principalement associée à l'organisation humanitaire Oxfam International, où elle est responsable de la protection des données. Lori est également investie dans Data Rights, une ONG européenne naissante axée sur la portabilité, la durabilité et la surveillance par les entreprises.

